



DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE

SITUATION ECONOMIQUE EN 2022 ET PERSPECTIVES EN 2023-2028

Mars 2023

I. Environnement international et national

I.1 - Environnement international

Après une reprise de l'activité économique mondiale en 2021, la croissance mondiale en 2022 a été marquée par un ralentissement généralisé et plus marqué qu'attendu, avec une inflation qui a atteint des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies. La crise du coût de la vie, le durcissement des conditions financières dans la plupart des régions, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les effets persistants de la pandémie de COVID-19 sont autant de facteurs qui pèsent sur les perspectives.

Dans ce contexte, selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI), publiées en janvier 2023, la croissance de l'économie mondiale s'est affichée à 3,4% en 2022 après une progression de 6,1% en 2021, avec une hausse à la fois dans les pays avancés (+2,4%) et dans les pays émergents et pays en développement (+3,7%). Mais ce regain d'activité s'est accompagné d'une inflation de 8,8% contre 4,7% en 2021.

En 2023, la croissance mondiale devrait connaître une décélération pour s'établir à 2,9% en raison (i) du relèvement des taux directeurs par les banques centrales pour contrer l'inflation, en particulier dans les pays avancés, (ii) de la persistance de la pandémie à coronavirus (covid-19) et surtout (iii) des conséquences négatives de la guerre en Ukraine qui a démarré le 24 février 2022. En effet, les mesures de lutte contre la covid-19 continuent d'induire un dérèglement des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial et de freiner la reprise économique. Par ailleurs, dans certains pays d'Europe et d'Amérique du Nord, la reprise post-covid-19 fait face à des déficits de main d'œuvre, notamment, dans le transport routier, la restauration et la santé. Concernant la crise en Ukraine, les sanctions prises contre la Russie perturbent les échanges extérieurs entre le binôme Russie-Ukraine et le reste du monde. Elles entraînent une flambée des prix des produits énergétiques, alimentaires et biens intermédiaires.

Ainsi, le taux de croissance ressortirait à 1,1% en 2023 contre 2,4% en 2022 dans les pays avancés et à 3,7% en 2023 comme en 2022 dans les pays émergents et pays en développement.

Pour 2024, la croissance mondiale devrait augmenter et ressortir à 3,1% contre 2,9% en 2023 en lien particulièrement avec le rétablissement progressif de l'activité économique dans les deux groupes de pays après les répercussions de la guerre en Ukraine et au recul de l'inflation. Ce renchérissement serait le fait de la hausse de la croissance dans les pays avancés (+1,6% contre +1,1% en 2023) et dans les pays émergents et pays en développement (+3,7% comme en 2023).

S'agissant spécifiquement de l'Afrique subsaharienne, la croissance est estimée à 3,6% en 2022 après 4,6% en 2021. Tout comme en 2022, la croissance devrait rester modérée à 3,7% et 4,1% respectivement en 2023 et en 2024, compte tenu des retombées prolongées de la pandémie de COVID-19.

Par ailleurs, la plupart des pays devraient afficher une inflation globale plus faible en 2023 qu'en 2022. En effet, l'inflation mondiale est ressortie à 8,8 % en 2022 et devrait ralentir en 2023 et 2024 avec des taux respectifs de 6,5% et 4,1 % en continuant toutefois à dépasser les niveaux enregistrés avant la pandémie (2017–2019) d'environ 3,5 %. La désinflation attendue tient en partie à la baisse des prix internationaux des produits de base combustibles et hors combustibles, du fait de la diminution de la demande mondiale. Elle est liée également aux effets de

refroidissement du durcissement des politiques monétaires sur l'inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation).

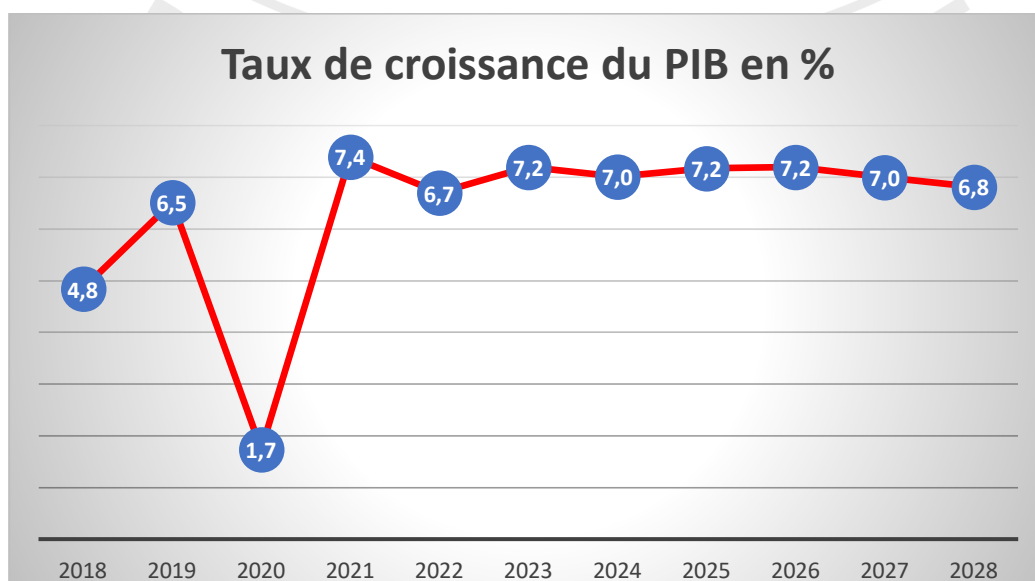
I.2 - Environnement national

Au plan national, l'activité économique bénéficie de la poursuite de la mise en œuvre des investissements et réformes prévus dans le Plan National de Développement (PND) 2021-2025 et de la stabilité du cadre macroéconomique en dépit du ralentissement de l'activité économique internationale qui pâtit de la persistance de la guerre en Ukraine et de la résurgence de la pandémie de la Covid-19 en Chine.

Dans ce contexte international marqué par la hausse des prix de l'énergie, des produits pétroliers, de l'engrais et de certains produits alimentaires, le Gouvernement ivoirien a pris un certain nombre de mesures performantes en vue de contenir la hausse généralisée des prix au niveau national et préserver ainsi le pouvoir d'achat des ménages. Il s'agit notamment de l'exonération de certaines taxes, du plafonnement des prix des produits de grande consommation et du contrôle des prix.

Ces mesures ont contribué à maintenir la confiance des chefs d'entreprises quant à la bonne tenue de l'activité économique sur le reste de l'année. Ainsi, la croissance économique s'est établie à 6,7% en 2022 contre 7,4% en 2021. Cependant, cette croissance s'est accompagnée d'une accélération de l'inflation de 5,2% contre 4,2% en 2021.

En dépit d'un environnement international défavorable, les perspectives économiques de la Côte d'Ivoire demeureront bonnes. L'activité économique bénéficierait de la stabilité de l'environnement sociopolitique et sécuritaire, de la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025, de la mise en œuvre d'importantes réformes structurelles et de politiques économiques appropriées. Ainsi, les prévisions tablent sur des taux de croissance de 7,2% et de 7,0% respectivement en 2023 et sur la période 2024-2028.



Source : MEF/DGE/DPPSE, INS

II. Estimations économiques en 2022 et perspectives en 2023-2028

II.1. Estimations économiques en 2022

L'activité économique en 2022 a évolué dans un environnement socio-économique marqué par la maîtrise de la pandémie de Covid-19 ainsi que le maintien de la stabilité socio-politique et sécuritaire. Aussi, la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance ont facilité le rebond de l'économie.

Ainsi, les évolutions sectorielles de l'offre et de la demande se présentent comme suit :

Au niveau de l'offre, le secteur primaire a connu une hausse de 5,1% contre 2,7% en 2021 en relation avec la hausse de l'agriculture d'exportation (+6,5%), de l'agriculture vivrière (+3,5%) et de la pêche (+0,5%) en dépit du repli et de la sylviculture (-16,4%). L'agriculture d'exportation a bénéficié de la bonne tenue des cours, de la normalisation de la commercialisation, de l'entrée en production de nouvelles variétés à haut rendement en ce qui concerne les cacaoyers et d'une bonne pluviosité. Ainsi, les productions de cacao (+5,9%), de café (+54,8%), de noix de cajou (+6,1%), de sucre (+5,1%), et de caoutchouc (+21,1%) ont augmenté. Quant aux productions de palmier à huile (-9,9%), de coton graine (-15,7%), d'ananas (-5,7%) et de banane (-9,0%), elles ont connu une baisse. La diminution de la production cotonnière est en relation avec de fortes et inhabituelles attaques des jassides dans tout le bassin cotonnier, causant ainsi d'énormes dégâts chez l'ensemble des producteurs. Le fléchissement des autres productions est en lien avec le coût élevé des intrants et le déplacement de la main d'œuvre vers d'autres cultures plus rentables.

L'agriculture vivrière, quant à elle, a tiré parti de la hausse des productions de la grande partie de ces composantes notamment le manioc (+8,0%), le maïs (+5,2%) le mil (+4,0%), la banane plantain (+3,9%), le riz (+2,7%) et l'igname (+2,6%). La progression de ces différentes productions est liée notamment (i) aux rendements améliorés combinés à de bonnes pratiques agricoles, (ii) aux avantages de la mise en œuvre du PNIA II autour de neuf agropoles de transformation et de croissance agricole, (iii) à l'appui du programme social du gouvernement PS-Gouv/volet Agriculture qui a permis la formation aux bonnes pratiques agricoles de 3000 producteurs et 875 multiplicateurs de boutures de manioc et (iv) au projet d'appui au développement des filières manioc et maraîcher en Côte d'Ivoire avec la réhabilitation de 115,78 ha de sites maraîchers sur 133 ha prévus.

Le secteur secondaire a progressé de 11,1% en 2022 après une hausse de 4,7% en 2021. Cette progression est en lien avec la croissance de l'ensemble de ses composantes à savoir l'énergie (+20,3%), les BTP (+18,2%), l'extraction minière (+10,8%), les produits pétroliers (+10,0%), les industries agro-alimentaires (+7,2%) et les autres industries manufacturières (+6,1%).

Les industries agro-alimentaires et les autres industries manufacturières ont bénéficié de l'augmentation de l'énergie qui a mis fin aux effets du rationnement de l'électricité en 2021.

Les activités du BTP ont connu une hausse liée à l'accélération et au démarrage des chantiers de construction notamment (i) le 4^{ème} pont d'Abidjan reliant les communes de Yopougon et du Plateau, (ii) la tour F de la cité administrative du Plateau, (iii) le pont reliant les communes de Cocody et du Plateau, (iv) le barrage de Gribo Popoli, (v) l'aménagement et le bitumage de

l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké, (vi) la construction de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, (vii) la réhabilitation de la côte entre Abidjan et San Pedro, (viii) la construction et la réhabilitation des stades devant accueillir la coupe d'Afrique de Football en janvier 2024, (ix) les travaux d'aménagement de la voie de contournement « Y4 » et (x) les travaux de renforcement, d'aménagement et de bitumage de plusieurs routes à l'intérieur du pays.

La hausse de l'extraction minière a découlé de la progression des productions de pétrole brut (+6,0%), d'or (+13,4%), de gaz (+7,8%), et de nickel (+4,3%) en dépit de la régression des productions de diamant (-3,7%) et de manganèse (-3,3%). La production de pétrole brut a bénéficié des retombés des investissements et des opérations de maintenance réalisés durant l'année 2021. L'extraction aurifère a profité de la hausse de la production des mines d'Agbaou et de Yaouré. Quant à la production de nickel, elle a tiré avantage de l'amélioration des conditions de transport et d'exportation du minerai, grâce notamment à l'utilisation du port de San Pedro en plus du port d'Abidjan. S'agissant de la production du manganèse, elle a pâti de l'arrêt de la production d'une des mines depuis septembre 2021 en raison des difficultés d'exportation liées au déficit d'espaces de stockage au quai minéralier du port d'Abidjan, associées à la baisse du cours du minerai. Quant à la production de diamant, elle est devenue très erratique depuis la fin du premier trimestre 2021, avec plusieurs mois sans production suivi de productions ponctuelles importantes. Cette situation s'explique par l'épuisement progressif des sites exploitables par les méthodes artisanales utilisées actuellement. Ainsi, afin de redynamiser la production, la SODEMI met en œuvre un programme d'identification de nouveaux sites d'exploitation.

La progression des produits pétroliers a été soutenue par la vigueur de la consommation intérieure (+7,5%) et la progression des exportations (+28,5%). En plus de cette performance, la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) connaît une hausse de ses marges de raffinage de (+17%) due à la montée des prix du pétrole brut et la hausse des cours de dollars.

L'accélération de l'énergie a résulté des effets combinés de l'augmentation de la production de l'énergie hydraulique et de l'énergie thermique (production à base de gaz) ainsi que de la baisse de la consommation de HVO. La production de source hydraulique a bénéficié de conditions climatiques redevenues favorables en 2022 après avoir souffert des effets d'une sécheresse un an plus tôt. S'agissant de la production de source thermique, elle a profité de la mise en service, depuis avril 2022, de la centrale flottante « KARPOWERSHIP » d'une capacité de 200 mégawatts.

Le secteur tertiaire est ressorti à 6,0% en 2022 après la hausse de 11,5% en 2021 grâce à la hausse des transports (+7,1%), des télécommunications (+6,6%), du commerce (+5,2%) et des autres services (+6,2%). Cette dynamique a résulté des performances au niveau des secteurs primaire et secondaire.

La bonne performance des télécommunications est en relation avec la poursuite des investissements réalisés afin d'améliorer la couverture du pays, le déploiement de la fibre optique et le recours de plus en plus accru de l'Administration et le secteur privé à digitalisation des services. En effet, les opérateurs de télécommunication ont poursuivi la vulgarisation du télétravail et des autres activités en ligne en rivalisant d'offres innovantes à destination de consommateurs en vue d'assurer la continuité de leurs tâches.

Les transports ont tiré profit de la poursuite des campagnes de vaccination et de l'accroissement des investissements notamment, l'ouverture de nouvelles lignes par la compagnie Air Côte

d'Ivoire en ce qui concerne le transport aérien et la construction du terminal roulier, du second terminal à conteneur, d'un terminal céréalier et d'un terminal minéralier en ce qui concerne le transport maritime.

Le commerce a continué de tirer parti de la reprise effective des activités économiques en relation avec la levée de certaines mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19.

Le secteur non marchand a cru de 6,6% après 5,8% en 2021, en raison d'une part, des effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous et d'autre part, en lien avec les mesures prises par le Gouvernement dans le cadre des plans de riposte sanitaire et de soutien économique, social et humanitaire.

Les droits et taxes nets de subventions sont ressortis en hausse de 2,1% après 9,1% en 2021 grâce aux différentes réformes d'administration et de politique fiscale ainsi qu'au dynamisme de l'activité économique.

Au niveau de la demande, la croissance a été portée par l'affermissement de la consommation finale (+4,5% après +4,6% en 2021) et la consolidation des investissements (+19,4% après 8,6% en 2021).

En plus de la forte demande d'investissements du secteur privé, **les investissements** publics ont été soutenus par la poursuite de l'exécution des grands projets d'infrastructures, notamment ceux (i) de réalisation du tronçon « Yamoussoukro-Bouaké » de l'autoroute du nord, (ii) de sauvegarde et de développement de la Baie de Cocody et de la lagune Ebrié, (iii) d'aménagement de l'autoroute Y4 de contournement de la ville d'Abidjan, (iv) de construction du pont reliant les communes de Cocody et du Plateau, (v) de construction de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, notamment le 4^{ème} pont d'Abidjan reliant les communes de Yopougon et du Plateau, (vi) de construction de la tour F de la cité administrative du Plateau, (vii) de construction du barrage de Gribo popoli, (viii) de la réhabilitation de la côtière entre Abidjan et San Pedro, (ix) de construction et la réhabilitation des stades devant accueillir la coupe d'Afrique de Football en janvier 2024 et (x) d'aménagement et de bitumage de plusieurs routes à l'intérieur du pays.

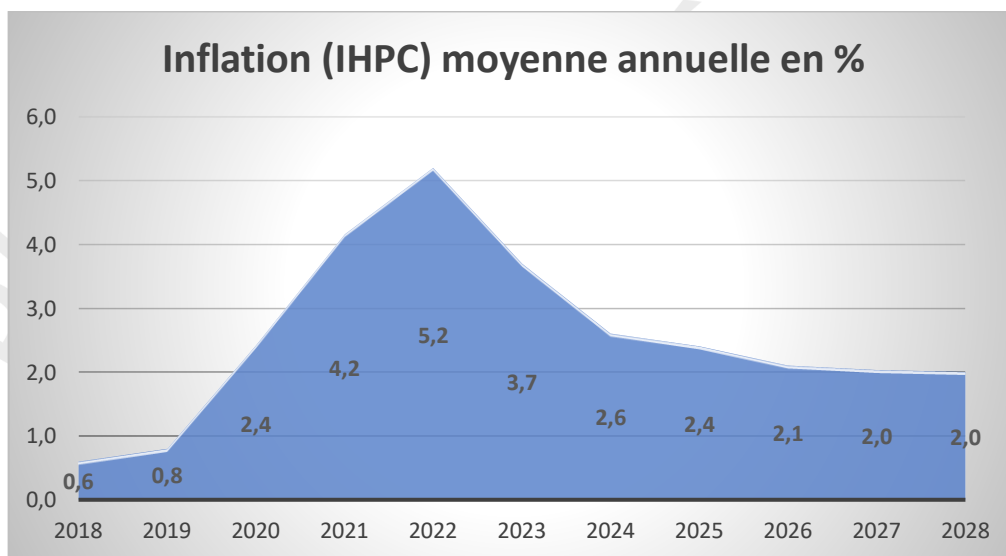
Ainsi, le taux d'investissement global est ressorti à 26,4% du PIB contre 24,0% en 2021. Le taux d'investissement public a atteint 9,7% en 2022, après 8,5% en 2021.

La hausse de la **consommation finale** est en lien avec la consolidation de la consommation publique (+5,7% après +8,6% en 2021) et de la consommation des ménages (+4,3% contre +4,0% en 2021) qui bénéficient de la hausse des revenus et de la création d'emplois aussi bien dans le secteur privé que public.

Au niveau **des échanges extérieurs**, **les importations de biens et services** se sont affichées en hausse de 6,6% après 13,4% en 2021 sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations de biens et services** ont connu une hausse de 10,2% contre 10,6% en 2021, en raison notamment de la bonne tenue des produits transformés et des spéculations de l'agriculture d'exportation.

En outre, il faut noter que les entraves au commerce international dues aux mesures prises pour contenir la propagation de la Covid-19 ont été allégées et cela a permis de relancer les échanges internationaux de biens et services.

L'inflation a progressé de 5,2% en 2022 après 4,2% en 2021, au-delà du seuil communautaire de maximum 3%. Cette progression est liée d'une part, aux perturbations des chaînes d'approvisionnement causées par les différentes crises, notamment la crise Russie-Ukraine et d'autre part, aux prix élevés de l'énergie qui se sont maintenus en 2022. En outre, le déficit d'offre locale de la production agricole au cours de la campagne 2021/2022 et l'accentuation des risques sécuritaires des pays limitrophes continuent d'affecter l'approvisionnement normal des marchés en produits vivriers amplifiant ainsi la pression sur les prix.



Source : MEF/DGE/DPPSE, INS

II.2 – Prévisions économiques en 2023

Après un taux de croissance de 6,7% en 2022, l'économie ivoirienne devrait se situer à 7,2 % en 2023, en lien avec la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025, notamment le maintien de la stabilité socio-politique, la poursuite des réformes nécessaires à l'accompagnement efficace de l'économie et la continuité dans la politique volontariste d'investissement dans les secteurs moteurs de croissance.

Les prévisions de l'année 2023 sont fondées sur les hypothèses suivantes :

- ✓ la bonne exécution du PND 2021-2025 ;
- ✓ la poursuite de la reprise graduelle des activités économiques mondiale et intérieure ;
- ✓ la fin des perturbations des circuits d'approvisionnement et un meilleur accès aux débouchés ;
- ✓ la densification des politiques d'attractivité et d'accroissement des investissements directs étrangers ;
- ✓ la mitigation des problèmes sécuritaires aux frontières nord du Pays ;

- ✓ la non intensification de la crise Russie-Ukraine et la mitigation des répercussions sur l'économie nationale ;
- ✓ le renforcement du cadre de financement des PME et PMI ; et
- ✓ l'affermissement de la trésorerie de l'Etat.

L'évolution du PIB réel suivant ses composantes se présenterait comme suit :

Au niveau de l'offre, le secteur primaire devrait connaître une baisse (-0,4% contre +5,1% en 2022) en relation avec la régression de l'agriculture d'exportation (-1,5%) en dépit de la croissance de l'agriculture vivrière (+2,0%), de la sylviculture (+0,4%) et de la pêche (+0,7%).

La baisse de l'agriculture d'exportation résulterait de la diminution des productions de cacao (-9,7%) et de café (-5,2%) en dépit de la progression des productions des autres spéculations. Ce fléchissement des productions du binôme café-cacao serait lié (i) aux conditions climatiques défavorables, (ii) aux facteurs agronomiques, notamment le repos végétatif observés en 2022, (iii) à la cherté des engrais limitant leur application dû à la crise Russo-Ukrainienne, (iv) aux mesures prises par le Gouvernement pour rationaliser l'exploitation des ressources forestières et préserver le couvert végétal du pays, surtout (v) à l'arrêt de distribution des semences améliorées dans le cadre de la mesure de limitation de la production cacaoyère à 2 millions de tonnes.

L'accélération de la production sucrière (+2,0%) s'expliquerait par la maîtrise de la maladie de la mosaïque de la canne intervenue en début de campagne et par la poursuite de la mise en œuvre des contrats-plans visant à booster les investissements en faveur de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises productrices.

L'évolution favorable de la production de noix de cajou (+2,1%) serait le fait de l'amélioration du rendement en lien avec de bonnes pratiques agricoles et la hausse des cours enregistrée en 2022.

La hausse de la production de coton graine (+20,9%) serait en lien avec la mise en œuvre d'actions pour booster la production notamment, l'homologation de deux (2) produits phytosanitaires testés avec succès dans la lutte contre les attaques des jassides, la prise de dispositions pour couvrir l'essentiel des besoins en semences et le mise à disposition des intrants et approvisionnements en cours par les Sociétés cotonnières.

Quant à la filière ananas, elle bénéficierait des avantages du PURGA 2 pour la Filière Ananas qui consiste à (i) labourer 167 hectares de parcelles cultivables, (ii) mettre en place 65 hectares d'ananas variété MD2 avec une estimation de production de 3 250 tonnes, (iii) acquérir des pesticides, du matériel et des équipements agricoles et (iv) distribuer des pesticides et des engrais aux producteurs.

Concernant l'agriculture vivrière, sa croissance découlerait de la hausse des différentes productions notamment les tubercules et bananes plantains (+2,0%) et les céréales (+2,6%).

La hausse de la production de bananes plantains serait le fait principalement des stratégies mises en place par le projet PURGA 2 dont (i) le renforcement des capacités en matériels d'un pépiniériste de banane plantain pour fournir 240 000 plants aux producteurs, (ii) la mise à disposition de 120 ha de parcelles aménagées et équipées en système d'irrigation et (iii) l'aménagement de trois (03) plateformes de conditionnement avec une facilité de commercialisation.

Le secteur secondaire progresserait de 12,2% en 2023 après la hausse de 11,1% en 2022. Cette progression serait en lien avec la hausse de l'ensemble de ses composantes que sont les BTP (+21,9%), l'énergie (+23,9%), les industries agroalimentaires (+7,8), les autres industries manufacturières (+7,8%), l'extraction minière (+1,8%) et les produits pétroliers (+7,0%).

Les activités du BTP connaîtraient un dynamisme lié à l'accélération et au démarrage de plusieurs grands projets d'infrastructures prévus, notamment : (i) l'extension de l'autoroute du Nord jusqu'à Bouaké, (ii) la construction de huit nouveaux échangeurs à Abidjan, (iii) la construction de la deuxième phase de l'échangeur de l'Amitié ivoiro-japonaise et la poursuite (iv) de l'aménagement de l'autoroute Y4 de contournement de la ville d'Abidjan, (v) de la construction du 4^{ème} pont d'Abidjan, (vi) des travaux de renforcement de la côtière et enfin (vii) des travaux d'aménagement et de bitumage de plusieurs routes.

L'accélération de l'énergie résulterait principalement de la mise en œuvre globale des différents projets d'investissements notamment (i) l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix électrique de la Côte d'Ivoire et la réduction des Gaz à Effet de Serre (GES), (ii) l'amélioration de la sécurité d'exploitation du système électrique, l'alimentation des zones rurales en électricité, (iii) la facilitation et l'autonomisation de la femme et la création des activités génératrices de revenus, (iv) l'amélioration de la qualité de la fourniture de l'électricité (Réduction du Temps Moyen de Coupure et de l'Energie Non Distribuée), du rendement et de la sûreté de fonctionnement et (v) l'accompagnement du développement des Zones industrielles de la Côte d'Ivoire.

La croissance de l'extraction minière découlerait notamment de la hausse de la production de pétrole brut (+2,2%), d'or (+5,3%) et de nickel (+3,2%) en dépit de la baisse des productions de manganèse (-3,2%) et de diamant (-39,5%). La production de pétrole brut bénéficierait des retombées des investissements et des opérations de maintenance réalisés durant l'année 2022. L'extraction aurifère profiterait de la hausse de la production des mines d'Agbaou et de Yaouré. Quant à la production de nickel, elle tirerait avantage de l'amélioration des conditions de transport et d'exportation du minerai, grâce notamment à l'utilisation du port de San Pedro en plus du port d'Abidjan. S'agissant de la production de diamant, elle pâtit toujours de l'épuisement progressif des sites exploitables par les méthodes artisanales utilisées actuellement.

Le secteur tertiaire ressortirait à 8,3% en 2023 après la hausse de 6,0% en 2022 grâce à la hausse des transports (+9,5%), des télécommunications (+9,0%), du commerce (+7,8%) et des autres services (+8,1%). Cette dynamique serait induite par les performances au niveau des secteurs primaire et secondaire.

En outre, la bonne performance des télécommunications serait en relation avec la poursuite des investissements réalisés afin d'améliorer la couverture du pays, le déploiement de la fibre optique et la digitalisation du pays.

Les transports bénéficieraient de l'accroissement des investissements, notamment la réhabilitation des aéroports de Korhogo et de San-Pedro et l'ouverture de nouvelles lignes par la compagnie Air Côte d'Ivoire en ce qui concerne le transport aérien et l'inauguration du terminal Industriel Polyvalent du port de San-Pédro, la construction du terminal roulier, du second terminal à conteneur, d'un terminal céréalier et d'un terminal minéralier en ce qui concerne le transport maritime.

Le commerce continuerait de tirer parti de la reprise effective des activités économiques en relation avec la levée de certaines mesures de lutte contre la propagation de la Covid-19.

Le secteur non marchand devrait croître de 4,7% après 6,6% en 2022, en raison d'une part, des effets combinés de la stratégie de maîtrise de la masse salariale et de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous et d'autre part, en lien avec les mesures prises par le Gouvernement dans le cadre des plans de riposte sanitaire et de soutien économique, social et humanitaire.

Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 8,4% après 2,1% en 2022 grâce aux différentes réformes d'administration et de politique fiscale ainsi qu'au dynamisme de l'activité économique dans un contexte d'accélération de l'inflation.

Au niveau de la demande :

La croissance serait tirée par le dynamisme des investissements (+16,2% après +19,4% en 2022) et l'affermissement de la consommation finale (+5,3% contre +4,5% en 2022).

La **consommation finale** bénéficierait de la hausse continue des revenus des ménages et de la création d'emplois.

Les investissements seraient soutenus par le démarrage et la poursuite de plusieurs chantiers, notamment la construction (i) de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, (ii) de l'autoroute Yamoussoukro-Bouaké section Tiébissou-Bouaké, (iii) de l'autoroute de contournement de la ville de Yamoussoukro, (iv) du barrage hydroélectrique de Gribo Popoli, (v) de la centrale à charbon de San-Pédro, (vi) de la centrale à biomasse d'Aboisso et (vii) des centrales solaires de Boundiali, de Laboa et de Touba. Par ailleurs, les investissements bénéficieraient également du renforcement du réseau routier et des outils de production dans le secteur industriel et de la construction.

Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait à 28,2% du PIB contre 26,4% en 2022. Le taux d'investissement public s'établirait à 10,6% après 9,7% en 2022.

Au niveau des échanges extérieurs, les importations de biens et services s'afficheraient en hausse de 7,1% après 6,6% en 2022 sous l'impulsion du dynamisme de l'économie.

Les exportations de biens et services connaîtraient une hausse de 8,2% après une hausse de 10,2% en 2022, en raison de la bonne tenue des productions minières et des produits transformés.

L'inflation évoluerait de 3,7%, en lien toujours avec le renchérissement des produits énergétiques au niveau international et des produits alimentaires au niveau local.

II.4 - Perspectives économiques sur la période 2024-2028

Sur la période 2024-2028, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre du PND 2021-2025, à travers le renforcement de la qualité des institutions et la bonne gouvernance, le maintien de la

stabilité du cadre macroéconomique, la réalisation de la diversification et de la transformation structurelle de l'économie et l'accélération des réformes structurelles et sectorielles. Il s'agira également d'assurer la maîtrise de l'inflation, la bonne tenue des finances publiques et la soutenabilité de la dette publique.

Les principales hypothèses qui sous-tendent la croissance du PIB sur la période 2024-2028 prennent aussi en compte notamment :

- ✓ la poursuite des chantiers du Gouvernement ;
- ✓ le renforcement du cadre de financement des PME et PMI ;
- ✓ la densification des politiques d'attractivité et d'accroissement des investissements directs étrangers ;
- ✓ le développement et la disponibilité des terrains industriels ;
- ✓ le renforcement de la confiance des opérateurs du secteur privé dans le cadre des discussions Gouvernement-secteur privé et ;
- ✓ l'affermissement de la trésorerie de l'Etat.

Ainsi, sur la période 2024-2028, le taux de croissance ressortirait en moyenne annuelle à 7,0%.

L'évolution de l'économie ivoirienne suivant ses composantes se présenterait comme suit :

Au niveau de l'offre :

Le secteur primaire devrait connaître une hausse de 2,4% en moyenne sur la période 2024-2028, grâce à la production vivrière (+1,8%) et à l'agriculture d'exportation (+2,7%) qui bénéficieraient toujours de la poursuite des investissements dans le secteur agricole (PNIA 2) et de la redynamisation des organisations professionnelles dans les différents secteurs.

Le secteur secondaire progresserait en moyenne de 9,5% sur la période 2024-2028 en lien avec la hausse du BTP (+13,0%), des industries agroalimentaires (+8,2%), de l'énergie (+8,0%), des produits pétroliers (+5,0%), de l'extraction minière (+11,4%) et des autres industries manufacturières (+7,1%). Ce secteur bénéficierait toujours de la hausse des investissements pour l'augmentation des capacités de production et de la croissance de la demande des produits dérivés.

Le secteur tertiaire ressortirait en moyenne à 8,1% sur la même période, grâce aux télécommunications (+9,1%), aux transports (+9,5%), au commerce (+7,6%) et enfin aux autres services (+7,6%). Cette dynamique serait induite par les performances des secteurs primaire et secondaire.

Le secteur non marchand devrait croître de 3,1% en moyenne sur la période tenant compte des effets combinés de la poursuite des politiques de scolarisation obligatoire et de santé pour tous et de la stratégie de maîtrise de la masse salariale.

Les droits et taxes nets de subventions ressortiraient en hausse de 8,8% en moyenne, grâce toujours aux différentes réformes en cours dans l'Administration fiscale et au dynamisme de l'activité économique.

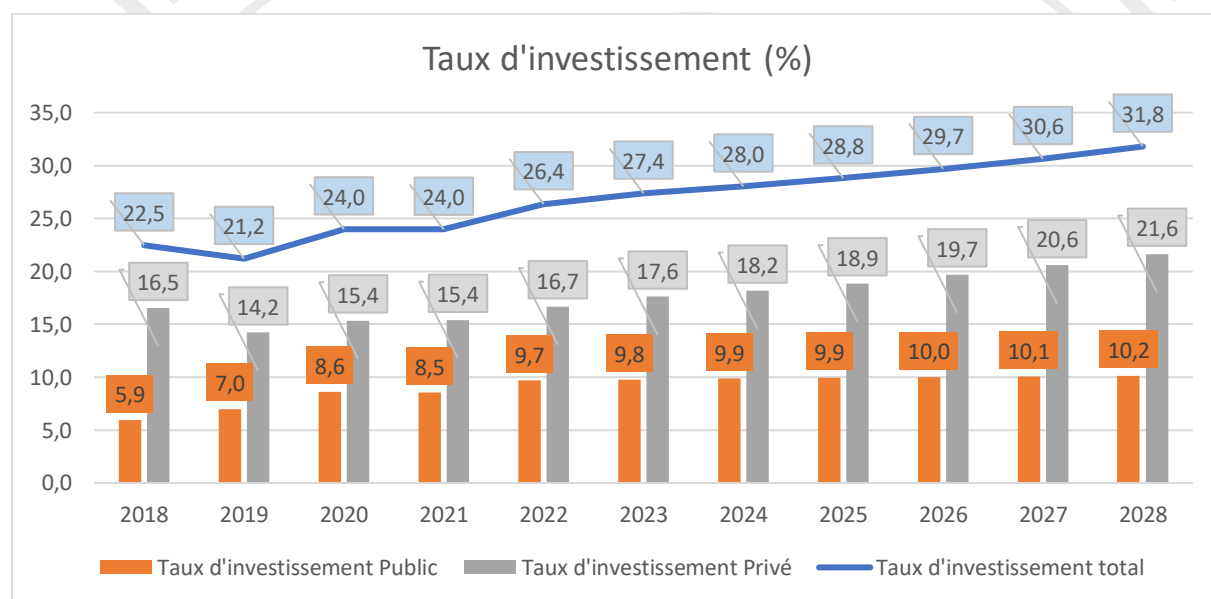
Au niveau de la demande :

La croissance serait tirée par le dynamisme des investissements (+11,6% en moyenne) et l'affermissement de la consommation finale (+4,3% en moyenne).

La **consommation finale** bénéficierait de la hausse continue des revenus des ménages et de la création d'emplois.

Les investissements seraient soutenus par le démarrage et la poursuite de plusieurs chantiers, notamment la construction de routes et échangeurs dans le cadre du projet de transport urbain d'Abidjan, le renforcement des outils de production dans le secteur industriel et de la construction, la construction de l'autoroute de contournement de la ville de Yamoussoukro et le renforcement du réseau routier.

Ainsi, le taux d'investissement global ressortirait en moyenne annuelle à 29,8% du PIB. Le taux d'investissement public s'établirait à 10,0% en moyenne sur la période 2024-2028.



Source : MEF/DGE/DPPSE, INS

Les importations de biens et services progresseraient de 6,7% en moyenne sur la période toujours sous l'impulsion du dynamisme de l'économie. **Les exportations de biens et services** augmenteraient en moyenne de 5,8% en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières et des produits transformés.

L'inflation serait contenue à 2,2% en moyenne, en dessous du seuil communautaire de 3%, grâce à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à la poursuite de l'amélioration des circuits de distribution et des voies de dessertes agricoles, à un meilleur approvisionnement des marchés et à la politique de lutte contre la cherté de la vie.

Conclusion

En dépit du contexte international difficile marqué par des tensions géopolitiques, notamment la guerre en Ukraine et la persistance de la pandémie à Covid-19 en Chine, l'environnement économique national en 2022 a été caractérisé par la poursuite de la dynamique économique dans un climat des affaires favorable. Ainsi, le taux de croissance est ressorti à 6,7% en 2022 après 7,4% en 2021. Cette dynamique a été soutenue du côté de l'offre par l'ensemble des secteurs et du côté de la demande, par la consommation finale, les investissements et les exportations. En outre, à l'instar des autres économies, l'inflation s'est accélérée pour ressortir à 5,2% contre 4,2% en 2021.

En 2023, l'activité économique nationale connaîtrait une belle performance avec un taux de croissance de 7,2% grâce à la poursuite de la mise en œuvre du PND 2021-2025. La croissance économique se consoliderait sur la période 2024-2028 avec un taux moyen de 7,0%, s'appuyant au niveau de l'offre sur la production agricole, les activités manufacturières, la construction, l'énergie, les services en général et, du côté de la demande, principalement sur les investissements et la consommation finale. Cependant, les prix seraient élevés, même si une décélération s'observerait à partir de 2023.

Toutefois, les facteurs de risques externe et interne pèsent sur ces prévisions de croissance. Il s'agit notamment :

- ✓ de la perturbation de l'économie mondiale liée aux tensions géopolitiques notamment, l'aggravation de la crise ukrainienne ainsi que la persistance de la pandémie à Covid-19 en Chine ;
- ✓ du maintien de la pression inflationniste au niveau mondial notamment, avec la hausse continue des prix des produits énergétiques ;
- ✓ de la situation sécuritaire préoccupante dans la Sous-Région (Mali – Burkina-Faso – Niger) ;
- ✓ des effets néfastes du changement climatique ; et
- ✓ des retards dans l'exécution des projets d'investissements et des réformes structurelles.

TABLEAU RESUME DES PRINCIPAUX AGREGATS (ANNEE DE BASE CONSTANTE FIXE = 2015)

Version du 17 mars 2023	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Moy. 2024-2028
	est.	est.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.
1. En valeur (milliards Francs courants)									
PIB total	39 821,3	43 681,5	47 913,3	52 439,7	57 515,1	63 022,9	68 898,5	75 234,1	63 422,1
Variation annuelle en %	9,8	9,7	9,7	9,4	9,7	9,6	9,3	9,2	9,4
PIB par habitant prix courant (en milliers de FCFA)	1 355,0	1 445,0	1 541,1	1 640,3	1 749,8	1 865,1	1 983,7	2 105,1	1 868,8
Epargne intérieure brute (EIB)	8 530,9	9 487,7	10 731,7	12 763,6	15 235,3	18 084,1	21 361,9	24 954,7	18 479,9
en % du PIB	21,4	21,7	22,4	24,3	26,5	28,7	31,0	33,2	28,7
FBCF	9 538,5	11 515,5	13 113,7	14 699,9	16 566,6	18 715,2	21 103,6	23 924,4	19 001,9
Taux d'investissement en %	24,0	26,4	27,4	28,0	28,8	29,7	30,6	31,8	29,8
public	8,5	9,7	9,8	9,9	9,9	10,0	10,1	10,2	10,0
privé	15,4	16,7	17,6	18,2	18,9	19,7	20,6	21,6	19,8
ICOR	3,2	3,9	3,8	4,0	4,0	4,1	4,4	4,7	4,2
Solde commercial (FOB-FOB)	433,1	-1 047,0	-961,7	-1 098,0	-758,3	-250,8	-72,1	952,8	-245,3
Taux de couverture en %	105,4	90,6	91,3	90,4	93,6	98,0	99,4	106,9	97,7
PIB en francs constants 2015 (milliards FCFA)	38 047,8	40 596,1	43 516,7	46 570,8	49 914,3	53 507,5	57 256,1	61 149,8	53 679,7
PIB/hab à prix constant 2015 (milliers de FCFA)	1 294,6	1 342,9	1 399,7	1 456,7	1 518,5	1 583,5	1 648,5	1 711,0	1 583,7
Délateur du PIB base 100 = 2015	104,7	107,6	110,1	112,6	115,2	117,8	120,3	123,0	117,8
2. Variations en volume (en %)									
PIB total	7,4	6,7	7,2	7,0	7,2	7,2	7,0	6,8	7,0
- secteur primaire	2,7	5,1	-0,4	1,4	1,6	4,8	2,0	2,0	2,3
- secteur secondaire	4,7	11,1	12,2	10,3	10,4	9,0	9,4	8,2	9,5
- secteur tertiaire	11,5	6,0	8,3	8,3	8,3	8,0	8,0	8,1	8,1
-secteur non marchand	5,8	6,6	4,7	3,5	3,5	2,9	2,8	3,0	3,1
- droits et taxes	9,1	2,1	8,4	8,4	8,8	9,0	9,0	9,0	8,8
PIB par habitant	4,4	3,7	4,2	4,0	4,2	4,2	4,0	3,8	4,0
FBCF	8,6	19,4	12,8	11,0	11,6	11,9	11,6	11,7	11,6
Consommation finale	4,6	4,5	5,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2	4,3
Exportations de biens	10,7	10,1	8,2	7,0	5,2	4,9	4,4	7,0	5,7
Importations de biens	14,2	7,2	7,0	7,3	7,8	7,5	7,0	5,5	7,0
3. Prix implicites (variation annuelle en %)									
Déflateur implicite du PIB	2,3	2,8	2,3	2,3	2,3	2,2	2,2	2,2	2,2
Déflateur conso. des ménages	4,5	5,2	3,5	2,6	2,4	2,1	1,5	1,5	2,0
IHPC (moyenne annuelle %)	4,2	5,2	3,7	2,6	2,4	2,1	2,0	2,0	2,2
Termes de l'échange des biens	-2,5	-16,2	-0,3	-0,8	6,1	7,2	4,0	6,0	4,5
4. Contributions à la croissance du PIB									
- secteur primaire	0,5	0,9	-0,1	0,2	0,2	0,7	0,3	0,2	0,3
- secteur secondaire	1,0	2,3	2,7	2,4	2,5	2,2	2,4	2,1	2,3
- secteur tertiaire	4,4	2,4	3,3	3,3	3,3	3,2	3,3	3,4	3,3
- secteur non marchand	0,8	0,9	0,7	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
- droits et taxes	0,7	0,2	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Total PIB	7,4	6,7	7,2	7,0	7,2	7,2	7,0	6,8	7,0
5. Données en dollar US									
PIB nominal (milliards)	71,8	70,2	78,3	85,2	93,4	102,3	111,9	122,2	103,0
PIB par habitant	2 444,7	2 321,6	2 519,0	2 663,6	2 841,4	3 028,7	3 221,3	3 418,4	3 034,7
FBCF(milliards)	17,2	18,5	21,4	23,9	26,9	30,4	34,3	38,9	30,9
Exportations totales (milliards)	16,2	17,2	17,7	18,1	19,4	21,2	22,5	25,5	21,3
dont biens	15,3	16,3	16,6	16,7	18,1	19,8	21,1	23,9	19,9
Importations totales (milliards)	16,2	19,5	19,8	20,3	21,2	22,1	23,1	24,4	22,2
Pour mémoire:									
Nombre d'habitants (millions) (*)	29,4	30,2	31,1	32,0	32,9	33,8	34,7	35,7	33,8
croissance démographique en %	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
FCFA pour 1 dollar (moyenne annuelle)	554,2	622,4	611,8	615,8	615,8	615,8	615,8	615,8	615,8

Source : MEF / Direction Générale de l'Economie / DPPSE, Institut National de la Statistique (INS).

(*) RGPH décembre 2021, population en fin d'année

HYPOTHESES DU CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE 2021-2028 (Version provisoire)

version du 17 mars 2022	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Moy. 2024-2028
Productions (en milliers de tonnes)	est.	est.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.	prev.
Café	61,3	94,9	90,0	70,0	65,0	80,0	76,2	72,8	72,8
Cacao	2 228,4	2 358,8	2 130,0	2 090,0	2 050,0	2 171,5	2 160,1	2 120,3	2 118,4
Bananes	536,5	488,2	509,3	534,7	561,5	589,5	619,0	650,0	590,9
Ananas	77,3	72,9	76,6	81,9	87,7	89,4	91,2	93,0	88,6
coton graine	559,5	471,7	570,4	612,0	630,4	661,9	668,5	681,9	650,9
Huile de palme	601,3	541,5	568,6	597,0	626,9	689,5	710,1	731,5	671,0
Sucre	180,6	189,8	193,6	197,5	201,4	205,5	209,6	213,8	205,6
Caoutchouc	1 100,4	1 332,6	1 617,5	1 779,3	1 957,2	2 113,8	2 282,9	2 465,5	2 119,7
Anacarde	968,7	1 028,2	1 050,0	1 102,5	1 157,6	1 215,5	1 276,3	1 327,3	1 215,8
Pétrole (milliers de barils)	8 771,3	9 300,6	9 504,3	12 534,0	20 440,4	29 025,5	27 936,7	28 481,1	23 683,6
Barils/jour	24 030,9	25 481,0	26 039,2	34 339,8	56 001,0	79 522,0	76 539,0	78 030,5	64 886,5
Gaz (millions de metre cube)	2 371,9	2 556,1	2 300,3	2 425,2	2 770,0	2 832,0	2 832,0	2 900,0	2 751,8
Or (en kilogramme)	41 857,0	47 477,3	50 000,0	52 000,0	54 000,0	56 000,0	58 000,0	60 000,0	56 000,0
Manganèse (tonnes)	961 267,2	929 705,4	900 000,0	900 000,0	850 000,0	850 000,0	800 000,0	850 000,0	850 000,0
Diamant (carats)	4 121,0	3 968,9	2 400,0	2 300,0	2 200,0	2 100,0	2 000,0	2 000,0	2 120,0
Nickel (milliers de tonnes)	1 764,2	1 840,8	1 900,0	2 100,0	2 300,0	2 500,0	2 700,0	2 900,0	2 500,0
Bauxite (milliers de tonnes) *bauxite brute/**bauxite calcinée	0,0	55**	189**	210**	315**	315**	315**	315**	
Production de produits pétroliers (Kt)	3 951,8	4 347,0	4 333,2	4 346,8	4 560,8	4 681,4	5 200,2	5 996,7	4 957,2
Production d'électricité (GWH)	11 426,4	12 138,9	13 607,0	15 445,0	16 552,0	17 742,0	18 935,0	20 260,5	17 786,9
Croissance en volume (en %)									
Secteur primaire	2,7	5,1	-0,4	1,4	1,6	4,8	2,0	2,0	2,3
Agriculture vivrière, élevage	-0,4	3,5	2,0	1,7	1,6	1,8	1,7	2,0	1,8
Agriculture d'exportation	4,9	6,5	-1,5	1,4	1,7	6,3	2,1	2,0	2,7
Sylviculture	-23,7	-16,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche	0,7	0,5	0,7	0,2	0,0	0,0	2,0	2,0	0,8
Secteur secondaire	4,7	11,1	12,2	10,3	10,4	9,0	9,4	8,2	9,5
Extraction minière	3,2	10,8	1,8	8,7	17,9	9,5	12,1	9,0	11,4
Industries agro-alimentaires	-2,5	7,2	7,8	8,0	8,3	8,5	8,4	8,0	8,2
Produits pétroliers	9,8	10,0	7,0	0,2	4,9	2,6	11,1	6,2	5,0
Energie (gazeaulec)	-2,5	20,3	23,9	12,1	7,2	7,2	6,7	6,9	8,0
BTP	8,3	18,2	21,9	16,4	14,5	12,4	11,8	10,0	13,0
Autres industries manufacturières (1)	10,2	6,1	7,8	8,0	7,0	7,2	6,9	6,5	7,1
Secteur tertiaire	11,5	6,0	8,3	8,3	8,3	8,0	8,0	8,1	8,1
Transports	15,1	7,1	9,5	9,7	9,5	9,5	9,5	9,5	9,5
Télécommunication	11,8	6,6	9,0	10,0	9,0	8,5	9,0	9,0	9,1
Commerce	10,8	5,2	7,8	7,5	7,8	7,2	7,8	7,8	7,6
Autres services (2)	9,8	6,2	8,1	8,0	7,9	7,7	7,1	7,3	7,6
Droits et taxes	9,1	2,1	8,4	8,4	8,8	9,0	9,0	9,0	8,8
Pib non marchand	5,8	6,6	4,7	3,5	3,5	2,9	2,8	3,0	3,1
Consommation finale	4,6	4,5	5,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2	4,3
Consommation des ménages	4,0	4,3	5,6	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
Consommation publique	8,6	5,7	3,3	3,0	3,0	3,0	2,7	2,0	2,7
Investissements	8,6	19,4	12,8	11,0	11,6	11,9	11,6	11,7	11,6
Investissements privés	9,1	13,2	14,6	11,8	12,7	13,4	13,0	13,3	12,8
Investissements publics	7,7	30,7	9,6	9,5	9,5	9,0	9,0	8,5	9,1
Exportations de biens et services	10,6	10,2	8,2	7,4	5,3	5,2	4,4	6,7	5,8
Importations de biens et services	13,4	6,6	7,1	7,0	8,0	6,9	6,0	5,5	6,7
Produit intérieur brut (PIB)	7,4	6,7	7,2	7,0	7,2	7,2	7,0	6,8	7,0
Déflateur	2,3	2,8	2,3	2,3	2,3	2,2	2,2	2,2	2,2

Source: MEF/DGE/DPPSE

(1) Fabrication de meubles, Fabrication de produits chimiques, Fabrication de produits en caoutchouc, Travail du bois, production de ciment et matériaux de construction, etc.

(2) Entretien et réparations divers, Hôtellerie et Tourisme, Services immobiliers, services aux entreprises, etc